

22 mars 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse du Président de la République au Conseil européen à Bruxelles, le 22 mars 2019

Mesdames et Messieurs, je vais donc vous rendre compte de nos échanges et de nos conclusions mais avant cela je voulais avoir aujourd'hui une pensée pour les victimes des attentats de Bruxelles il y a 3 ans jour pour jour et adresser à cette ville qui nous accueille et à toute la Belgique la solidarité et l'amitié de la France.

Je voulais aussi avant de commencer mon propos avoir une pensée pour l'ensemble des victimes frappées par le cyclone qui a touché le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe. Nous avons eu l'occasion d'ailleurs d'échanger tout à l'heure sur ce sujet et de leur rendre hommage dans le cadre de nos conclusions. Nous avons tenu donc un Conseil européen important qui a été consacré hier après-midi et hier soir, vous le savez, au Brexit mais aussi, et parce que le projet européen ne doit pas rester prisonnier de ce sujet, à d'autres éléments extrêmement importants pour notre avenir, à savoir notre relation avec la Chine, notre stratégie industrielle et commerciale, les enjeux climatiques, la lutte contre la désinformation dans nos démocraties.

S'agissant du Brexit, nous avons trouvé hier ce que je considère être un bon accord et la France s'y est beaucoup impliquée. C'est un accord qui respecte nos principes, d'une part l'Union européenne, et depuis le début de cette situation je crois que nous avons un acquis c'est d'avoir constamment décidé, parlé à 27 et avoir été représentés à 27 ensemble ; ensuite, assurer avant tout la protection du projet européen, de nos citoyens et de nos entreprises en œuvrant évidemment au maximum pour une sortie organisée, mais en ayant aussi une clarté sur les dates et les modalités pour éviter que le projet européen ne soit bloqué ou pris en otage ; sortir rapidement de l'impasse en donnant au Royaume-Uni la responsabilité de ratifier l'accord ou de proposer un plan alternatif crédible ; et garder une relation forte avec le Royaume-Uni. Il y a désormais deux options claires et simples sur la table : soit le Royaume-Uni vote l'accord de retrait négocié durant 2 ans la semaine prochaine et il aura jusqu'au 22 mai, et donc avant les élections européennes qui nécessitent de la clarté, pour finir le processus de ratification ; soit le Royaume-Uni rejette l'accord et il dispose alors de 2 semaines pour proposer un plan alternatif crédible soutenu par une majorité au Parlement. A défaut et malgré cette flexibilité supplémentaire, nous devons constater l'absence d'accord et donc une sortie sans accord qui n'est dans l'intérêt de personne mais à laquelle nous nous sommes préparés, et je le dis ici très clairement. Nous nous sommes préparés en votant les lois, en prenant les textes réglementaires, en procédant aux embauches nécessaires et en étant prêts évidemment à protéger nos entreprises, nos concitoyens et les secteurs économiques qui seraient impactés dans ce cas. Dans le cadre des questions, je reviendrai évidemment sur les détails ou les interrogations que vous pourriez avoir.

Mais si je devais ici tirer une conclusion provisoire, le Brexit n'est à mes yeux aujourd'hui au fond pas une négociation technique. C'est avant toute chose une leçon politique. Proposer le rejet de l'Europe sans projet mène à l'impasse, la situation britannique nous le démontre et chacun doit en avoir conscience, en particulier en ce moment. Mais ignorer aussi les peurs et les colères des peuples d'Europe ne peut mener qu'au désastre. Et donc il nous faut tout à la fois entendre nos peuples, considérer les peurs qui se lèvent : on ne peut pas faire avancer l'Europe sans entendre ces voix qui s'expriment et les respecter. Mais très clairement, on ne peut pas jouer avec les peurs ou proposer simplement de déchirer une page sans proposer autre chose. Il nous faut donc, peut-être plus encore aujourd'hui qu'hier, définir un projet de liberté, de protection et de progrès pour l'avenir. C'est cette Europe dans laquelle je crois et j'ai eu l'occasion il y a quelques semaines justement de faire des propositions en ce sens et d'en expliquer la cohérence.

Mais c'est aussi de cet avenir européen et de ce projet de liberté, de protection et de progrès dont nous avons parlé durant ce Conseil, en particulier aujourd'hui, avec une discussion stratégique sur la Chine et en définissant une politique industrielle pour l'Europe. Sur ces deux sujets, il s'agit très clairement de définir une stratégie commune pour surmonter les divisions européennes et affirmer ensemble une souveraineté européenne. Et c'est véritablement l'esprit qui a régné et à mes yeux l'avancée sur ces points de ce sommet.

Sur la relation entre l'Union européenne et la Chine, c'est une première que nous ayons une telle discussion et c'est une première que d'avoir un texte comme celui que la Commission a soumis au Conseil. Je pense que ce réveil était nécessaire. Depuis le premier jour pour ma part, j'en appelle à une souveraineté européenne, c'est-à-dire à la nécessité pour l'Europe de vivre, de se penser comme une puissance à l'international, de s'organiser de cette façon, de s'organiser de manière unie pour faire face aux Américains, aux Chinois qui sont des alliés

sur certains sujets – les Etats-Unis sont nos alliés historiques, avec lesquelles nous pouvons avoir des oppositions et nous pouvons les tenir quand nous sommes organisés – et puis nous avons des “rivaux systémiques”, pour reprendre le terme, mais qui sont aussi des partenaires économiques, d’investissement ou sur certains sujets et certaines discussions, comme la Chine aujourd’hui. Depuis de nombreuses années, nous avons une approche en ordre dispersée et, il faut bien le dire, la Chine se jouait de nos divisions. Ça n’est ni un signe de clarté, de cohérence, ni d’ailleurs bon pour nos concitoyens de procéder ainsi. Le texte de la Commission européenne est un bon texte et il apporte pour la première fois une clarté commune. Et le sommet UE-Chine qui se tiendra dans quelques semaines est un rendez-vous à cet égard important. C’est dans ce cadre que j’ai souhaité conclure la visite du président chinois en France mardi par une rencontre sur le multilatéralisme en présence pour la première fois de la chancelière Angela MERKEL et du président de la Commission européenne Jean-Claude JUNCKER. Pour que, précisément, y compris dans le cadre d’une visite bilatérale, nous puissions d’une part donner le visage d’une Europe qui s’organise et travaille ensemble et, d’autre part, que nous puissions discuter dans le bon format du multilatéralisme, ce qui était un souhait de nos partenaires chinois.

Nous avons sur ces sujets évidemment évoqué les investissements dans les infrastructures, le sujet essentiel de la 5G et, je dois le dire très clairement, le temps de la naïveté européenne est révolu. Je ne dis pas que tout le monde pense exactement la même chose et qu’il y a au sein des 27 Etats membres qui étaient présents autour de la table un alignement d’intérêts ou de vues complet. La discussion se poursuivra et les situations actuelles sont bien différentes. Mais il y a pour la première fois un partage stratégique et la volonté de nous coordonner conformément aux 10 points de la Commission. C’est la même volonté qui a présidé à nos décisions.

Nous avons adopté un instrument européen de contrôle des investissements stratégiques. Nous avons aujourd’hui relancé nos travaux sur un dispositif de réciprocité dans l’ouverture des marchés publics, ce qui est pour moi un point important et je soutiens la proposition de 2016 de la Commission dans ce cadre. Et nous avons engagé une adaptation de nos règles de concurrence au nouveau contexte mondial. Quand je regarde de nombreux secteurs éminemment stratégiques, aujourd’hui nombre d’acteurs, beaucoup plus qu’il y a dix ans, sont américains, chinois, en tout cas non-européens. Nous ne pouvons pas mésestimer ce point lorsqu’on parle d’une politique de concurrence. Et donc je considère que, dans le cadre de notre discussion sur la Chine comme dans nos discussions sur la politique industrielle, il y a eu véritablement des avancées dans le sens de cette souveraineté européenne renforcée à laquelle je crois et d’une plus grande unité sur ces sujets.

Cet agenda est aussi un agenda positif offensif avec des conclusions qui se sont tenues et qui ont été confirmées en matière de lutte contre la désinformation et la volonté partagée, réaffirmée par tous, de protéger les élections européennes à venir. Un plan d’action a été mis en place avec une procédure d’alerte mutuelle en cas d’attaque ou d’intrusion chez le moindre d’entre nous lors de ces élections. Je souhaite pour ma part que nous allions plus loin, et c’est la proposition que j’ai pu faire d’une Agence européenne de protection des démocraties. Ce qui est une première étape et une première entre nous pour cette élection commune doit encore être renforcée mais je pense que c’était aujourd’hui à saluer.

Nous avons enfin échangé sur le climat. Le climat est un sujet, d’ailleurs, sur lequel, dans le cadre des discussions que nous aurons avec la Chine, nous pouvons avoir de vraies convergences et de vraies avancées avec les Chinois sur ce sujet. Mais je dois bien le dire, si je défends ardemment nos conclusions sur le Brexit, la Chine ou la politique industrielle, je considère que les conclusions d’aujourd’hui en matière de lutte contre le changement climatique sont éminemment insuffisantes. Un compromis a été trouvé, mais il appartient à ces compromis européens qui sont la moins mauvaise solution possible. Mais nous ne répondons pas aujourd’hui avec clarté, ni aux engagements que nous avons pris à Paris en 2015, ni aux défis qui sont constatés sur le plan scientifique par les meilleurs experts, ni à la légitime impatience de notre jeunesse, qui manifeste chaque semaine dans nos capitales et ailleurs. Et donc il nous faudra, sur ce point aussi, un réveil, mais il n’est pas encore là, je ne vais pas vous mentir. Aussi, l’amendement que nous avons glorieusement obtenu sur ce sujet, c’est d’avoir, avant la fin du semestre, un nouveau sommet européen sur ce sujet. Pourquoi ? Parce que nous sommes attendus en septembre prochain par le Secrétaire général des Nations unies pour un sommet climat. Il est important, il est légitime. La France, d’ailleurs, y est fortement engagée aussi parce que nous avons eu le mandat confié, avec la Jamaïque, par le Secrétaire général des Nations unies sur le sujet du financement de cette transition climatique. Nous ne pouvons nous contenter de conclusions qui n’osent même pas rappeler que nous devons obtenir la neutralité carbone d’ici 2050, ce que la France fera, pour sa part, dans le cadre de la loi énergie à venir. Nous continuerons donc l’impulsion et la mobilisation, elle est indispensable.

Voilà ce que je souhaitais rappeler, et je suis maintenant à votre disposition pour toute question.